

Québec. Les deux pieds sur terre et la tête dans les nuages

mercredi 16 septembre 2020, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 15 septembre 2020).

Je me souviendrai toujours de cette métaphore que mon ami et camarade Michel Mill utilisait souvent. Pour avoir de l'impact et penser en termes de victoires, il faut une énorme dose de réalisme, ou plutôt, de capacités d'effectuer des analyses stratégiques. Au-delà de nos ambitions, il faut comprendre le rapport de forces, identifier les maillons faibles des adversaires, avoir un sens du moment. Il ne faut pas être enfermés dans des schémas établis une fois pour toutes, être flexibles, « opportunistes » (dans le sens noble du terme). Et en plus, maintenir les idéaux et le sens de la mission qui nous impose d'inventer, dans les dédales du (dé)sordre capitaliste, une autre société, un autre monde.

Les organisations, quand elles grossissent, ont tendance à s'enliser, à être trop influencées par les « cadres et compétents » qui sont embauchés. Les occasions de trébucher sont quotidiennes à travers les pièges des médias, et aussi par la nature perverse des institutions conçues pour empêcher la voix du peuple de s'exprimer, y compris dans celles qui ont été construites à l'origine pour protéger la démocratie (les parlements, les élections, etc.). Bref, garder le contact avec la réalité, avoir les deux pieds sur terre, sans perdre de vue les objectifs de transformation fondamentale pour lesquels la gauche se bat, c'est toujours un défi que nul arrangement institutionnel ne peut garantir pour toujours.

Ce qui m'amène au dernier conseil national de QS et à la rencontre qui s'en est suivie de la Commission politique. Depuis plusieurs mois, dans le contexte de la pandémie, la discussion au sein de QS a été entravée, tant au niveau national que dans les associations et les commissions. C'était un peu normal avec la tonne de briques qui nous est tombée sur la tête. Cependant, on ne peut pas dire que certains dysfonctionnements n'étaient pas présents avant la pandémie. On s'est retrouvés quelques fois devant des dialogues difficiles entre les assemblées comme les congrès et la direction effective du parti dans lequel l'aile parlementaire joue un rôle énorme. On a vu cela sur divers débats comme celui sur la loi 21 qui, sous couvert de « laïcité », nous ramenait à l'identitarisme le plus crasse. Il m'a semblé que nos élus hésitaient, de peur de confronter ce débat lourd et houleux dans une opinion publique confuse. Par chance, les participants au congrès ont parlé assez fort et finalement la position a été clairement de s'opposer à cela, ce qui a permis aux adversaires de droite (CAQ) et de centre-droit (le PQ) de nous ridiculiser. À long terme cependant, je pense qu'il fallait oser.

Un autre signal que les choses n'étaient pas et ne sont pas encore au beau fixe a été la centralisation de l'appareil de QS. Comme si les élus dans les structures du parti (dont la présidence et le secrétariat général) étaient des « employés » de l'aile parlementaire. On a un peu vu cela avec le staff assez nombreux qui se trouvent de facto, en tant qu'employés, soumis à un « patron ». C'est un peu normal qu'il y ait une direction et non pas 156 stratégies, mais encore faut-il que la fabrication de cette stratégie résulte d'un processus collectif, sans interférence « par en arrière » pour faire passer ce qui semble être nécessaire à l'aile parlementaire. Aussi, les mécanismes d'ajustement, de révision et de bilan des stratégies doivent être soumis, scrutés par les instances

du parti, et non « gérés » de manière plus ou moins opaque par un petit groupe.

En partie cette déformation résulte d'une perception mal placée sur l'importance de l'action parlementaire pour un parti qui se veut du camp de la transformation sociale. L'Assemblée nationale, c'est bien, mais ce n'est pas le lieu unique où se règlent les grands enjeux de la société. Dans le cadre de la démocratie libérale héritée du colonialisme britannique, les travaux de l'assemblée nationale sont constamment entravés. Même lorsque le PQ avait une majorité, il était obligé de constamment capituler devant les dispositifs du pouvoir réel : l'élite économique et ses innombrables lobbys et think-tank, les médias, qui pour la plupart sont liés à ces élites, le cadre même de la loi, qui toujours pénalise les plus faibles. En se limitant à ce cadre parlementaire, le PQ s'est tiré dans le pied lors des moments chauds comme les référendums et les politiques macroéconomiques imposées par les structures opaques du capitalisme financiarisé.

Certes, QS n'est pas le PQ et plus encore, ne constitue pas le gouvernement. Mais dans un sens, ce jeu pervers l'affecte, ce qui conduit à présenter comme de « grandes victoires » le fait d'avoir fait passer quelques éléments progressistes dans une législation qui dans son ensemble, défend le statu quo et impose une chape de plomb contre tout changement véritable. Les 10 braves qui sont à l'assemblée nationale font généralement bien leur travail, mais le problème, ce n'est pas ce qu'ils font, mais ce qu'ils ne peuvent pas faire. C'est pour cela qu'on dit depuis le début que QS doit rester aussi le parti de la rue. Ce n'est pas une phrase en l'air. Les luttes populaires, c'est là où QS doit se trouver naturellement, sans chercher à s'imposer avec le méchant comportement je-sais-tout-isme hérité d'une vieille gauche. Avec les luttes populaires, on se retrouve sur un autre terrain. Quelques fois on gagne, quelques fois on perd, c'est une « guerre de position » longue et épuisante. Cela se fait à plusieurs, pas seulement dans un parti, mais avec les mouvements, organisations, réseaux qui structurent l'action à la base. Mais sans cela, on oublie notre raison d'être et peut-être plus fondamentalement, on cesse d'être ce qu'on voulait être pour devenir une « machine » de plus dans la « game ».

Dans tout cela, je crois qu'on peut être contents de ce qui est arrivé au Conseil national et à la Commission politique. Le message de la majorité était clair : il faut confronter ce gouvernement néolibéral et identitariste qui veut au plus vite revenir « à la normale ». Cette confrontation doit être au cœur du mandat des 10 Solidaires, mais aussi et plus encore, permettre une réanimation des composantes du parti, dont les associations locales et les commissions. Une partie significative des ressources du parti doit être mise là, ce qui implique une réorganisation assez en profondeur du fonctionnement et du budget. Parallèlement, l'appareil du parti doit redevenir l'appareil du parti. Il n'est pas normal que la présidente, le secrétaire général et d'autres officiers seniors (qu'on appelle les « spins » dans le langage vulgaire de la politique) interviennent si et seulement s'ils-elles ont l'imprimatur de l'aile permanente. Leur mandat ne vient pas de l'aile parlementaire, mais des membres. Leur mission n'est pas de « défendre » les élus, mais de faire en sorte que ce parti se renforce et devienne la grande force de transformation qui est sa raison d'être.

On devrait donc s'attendre, rapidement dans la période qui vient, à des changements. Si tel n'est pas le cas, il y aura d'autres affrontements. Il y aurait des risques que QS, notre QS, qui reste un potentiel vecteur d'une nécessaire « grande transition », va s'étioler, se NPDiser, perdre son âme et sa capacité d'avoir la tête dans les nuages et les deux pieds sur terre. Mais on n'est pas rendus là. Il y a bien trop de militants et de militantes qui sont déterminés.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Les-deux-pieds-sur-terre-et-la-tete-dans-les-nuages>